



02-07-2012

*Au Sommet des chefs d'Etat Européen :  
un nouveau pas contre les peuples  
et contre l'indépendance nationale*

**H**ollande avait juré qu'il ne signerait aucun accord qui ne comporterait pas un pacte de croissance (tout en étant convaincu du contraire). Il vient de le signer.

Voyons-en les grandes lignes. Les seuls gagnants sont les grands groupes capitalistes qui dominent les économies européennes, les perdants sont les peuples. Une fois de plus.

Réglons rapidement le compte de ce fameux pacte de croissance qui devait selon Hollande, bousculer de fond en comble l'orientation de la politique européenne. De quoi s'agit-il ? 120 milliards affectés à des « travaux d'infrastructure » dont personne ne se risque à évaluer l'impact tellement l'effet en est limité. 120 milliards représentent de 0,2 à 0,3% du PIB européen (Produit Intérieur Brut, équivalent aux richesses produites en une année dans les pays de la CEE). Ces chiffres ont été rappelés par Jean Peyrelevade (1). « Le pacte de croissance est une fausse fenêtre faite pour la symétrie » écrit dans « Le Figaro », un certain J. Louis Bourlanges (2) qui estime par ailleurs que « ce qui s'est décidé à Bruxelles est positif mais ne suffira pas ».

La brouille de Hollande avec la finance et les marchés n'aura pas duré longtemps !

L'essentiel et de loin, ce sont les mesures adoptées par les chefs d'Etats Européens qu'ils soient socialistes ou conservateurs, contre les peuples. Un pacte de rigueur sera appliqué dans chaque pays, tout particulièrement dans ceux qui subissent les plus grandes difficultés... Ce M.E.S. (Mécanisme Européen de Stabilité) qui entre en vigueur pèsera très lourdement sur les Etats, tenus d'accepter les conditions qui leur seront imposées pour rembourser ce que la BCE (Banque Centrale Européenne) leur avancera sous des conditions draconiennes.

Cette Banque aura le pouvoir à elle seule, d'intervenir directement dans toutes les banques de la zone euro. C'est un pas de plus, un pas de géant vers la main - mise européenne sur l'économie de nos pays mis dans l'obligation de respecter « la discipline » européenne.

Hollande et les siens ont accepté. Moscovici assure que « La France tiendra ses engagements européens. Faire revenir le déficit public de 4,5% cette année à 3% l'an prochain est un impératif non négociable. Revenir dessus sous prétexte que cela demande des efforts serait un appel au meurtre ! ». Voilà ce

qu'écrit le Ministre socialiste des finances qui va préciser dès demain, dans le collectif budgétaire pour 2012 et dans les arbitrages pour le budget 2013 que va présenter le gouvernement, les mesures destinées à frapper les travailleurs et le peuple.

Sommet Européen, collectif budgétaire, budget 2013...Tout va dans le même sens : répondre aux objectifs du capital.

Les intérêts du capital et des travailleurs sont irrémédiablement opposés. Pour stopper les coups du capital et du gouvernement, il n'y a en France comme dans tous les pays européens, que la lutte des salariés et du peuple tout entier, une lutte de plus en plus ample et forte.

**(1)** Jean Peyrelevade : Président de Suez de 1983 à 1986, de la Banque Stern de 1986 à 1988, de l'UAP de 1988 à 1993, du Crédit Lyonnais de 1993 à 2003. Il est actuellement administrateur de plusieurs sociétés françaises ou européennes de premier plan comme Bouygues et aussi membre du Conseil de Surveillance de KLM.

**(2)** J. Louis Bourlanges : Conseiller maître à la Cour des Comptes.

[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)